

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.75

6 août 2003

(03-4132)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

### Communication de la République d'Arménie

#### Addendum

La République d'Arménie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

1. La République d'Arménie a pris des mesures en vue de mettre en place et de développer ses systèmes nationaux de normalisation, de métrologie et d'évaluation de la conformité. L'Assemblée nationale a adopté la législation pertinente, à savoir d'une part la **Loi sur l'uniformité des mesures** le 30 avril 1997 et, d'autre part, la **Loi sur la normalisation** et la **Loi sur l'évaluation de la conformité des produits et des services aux normes établies** (ci-après dénommée Loi sur l'évaluation de la conformité), le 9 novembre 1999. Ces trois lois englobent les principes fondamentaux de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

2. La **Loi sur l'uniformité des mesures** définit les bases juridiques permettant d'assurer l'uniformité des mesures, régit les relations de l'administration avec les entreprises, les institutions et le secteur privé s'agissant de problèmes concernant la fabrication et la mise sur le marché d'instruments de mesure, ainsi que l'utilisation et la réparation de tels instruments. Elle vise à protéger les droits et les justes intérêts des consommateurs et de l'État et à les préserver des préjudices résultant de l'inexactitude des mesures.

3. La **Loi sur la normalisation** énonce la base juridique de la normalisation et de la certification des produits, des services, des procédés et des mécanismes de contrôle de la qualité. Cette loi est applicable à l'administration, aux entreprises, aux institutions et au secteur privé et définit les moyens de protéger les intérêts des consommateurs et de l'État par l'élaboration et l'application de documents normatifs sur la normalisation. Elle définit également les droits, obligations et responsabilités des participants au processus de certification. Le **Décret gouvernemental n° 9 du 11 janvier 2000 sur l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques** a également été adopté. Les définitions relatives aux normes et aux règlements techniques contenues dans ces instruments sont pleinement conformes aux définitions figurant à l'Annexe 1 de l'Accord OTC. Il incombe aux ministères compétents d'élaborer les règlements techniques en application de la Loi sur la normalisation. Le décret consacre le principe de non-discrimination, s'agissant du traitement des produits et des services nationaux et étrangers ainsi que le principe d'équivalence de la réglementation d'autres pays. Il stipule également que les normes et directives internationales et régionales doivent être prises en compte lors de l'élaboration de normes et de règlements nationaux.

4. La **Loi sur l'évaluation de la conformité** réglemente les activités relatives à l'évaluation volontaire et obligatoire de la conformité des procédés, des produits, des services et des mécanismes de contrôle de qualité, établit les fondements juridiques du contrôle de l'État dans ce domaine, détermine des modules d'évaluation de la conformité, les conditions relatives à la commercialisation des produits et les droits et obligations des parties à l'évaluation de la conformité. Elle détermine les mécanismes d'évaluation de la conformité. Elle prévoit également des méthodes d'évaluation de la conformité moins onéreuses et moins restrictives pour les échanges, comme par exemple la déclaration et la marque de conformité du fabricant. En vertu de cette loi, un certificat de conformité et une déclaration de conformité homologuée ont la même valeur juridique et les fabricants et fournisseurs de services nationaux et étrangers bénéficient de droits analogues en matière d'application des déclarations de conformité des produits et des services. Les activités obligatoires de certification sont coordonnées par le Département de la normalisation, de la métrologie et de la certification, qui a été réorganisé lors de son rattachement au Ministère du commerce et du développement économique et est devenu Département de la normalisation, de la métrologie et de l'évaluation de la conformité (dénommé ci-après le Département); elles sont réalisées par des organismes de certification et des laboratoires d'essais dûment habilités.

5. Compte tenu de la nécessité de contrôler la sûreté des produits, des procédés et des services pour l'environnement, la vie et la santé, et de protéger les droits des consommateurs, certains produits font l'objet d'une évaluation obligatoire de la conformité, en application du **Décret n° 239 du gouvernement sur l'évaluation obligatoire de la conformité des produits et des services en République d'Arménie**, qui contient la description et le code NC des produits concernés. Ces produits ont été sélectionnés sur la base de rapports émanant d'organes d'inspection du Ministère de l'agriculture, du Département sanitaire et de la lutte contre les épidémies, de consommateurs, et compte également tenu de données provenant d'instituts de recherche et de laboratoires. Les normes concernant les produits devant faire l'objet d'une évaluation obligatoire de conformité en Arménie sont réduites au minimum. Les procédures obligatoires de certification sont les mêmes pour les produits importés et pour les produits nationaux. Des certificats de conformité sont délivrés pour des types de produits sur la base d'une analyse d'échantillons et de mécanismes de production, d'une certification du système de qualité ou d'une déclaration du fournisseur, selon le système de certification.

6. Ces systèmes de certification internationalement acceptés ont été fixés par AST 5.3. Le **Décret n° 247 du 18 mai 2000** énonce les procédures d'homologation des certificats délivrés par des organes étrangers de certification. En l'absence d'accords relatifs à la reconnaissance mutuelle, le Décret autorise des procédures simplifiées d'agrément des certificats et des marques de conformité délivrés par les organes de certification d'autres pays, si les autorités arméniennes peuvent raisonnablement penser que les procédures d'évaluation de la conformité de ces pays offrent des garanties suffisantes en matière de conformité.

7. Toutes les lois de la République d'Arménie concernant les obstacles techniques au commerce deviendront conformes aux dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce à l'issue d'une période de transition se terminant le 31 décembre 2004.

- a) Un Guide des normes (trimestriel) et un Catalogue des normes (annuel) sont publiés et fournissent des données actualisées sur des problèmes concernant les normes et les certifications.
- b) Les règlements techniques sont appliqués au moins deux mois après leur adoption et la notification aux organisations internationales et organes nationaux compétents.

- c) Le Département de la normalisation, de la métrologie et de l'évaluation de la conformité a été chargé de coordonner les activités de normalisation, de métrologie et d'évaluation de la conformité en République d'Arménie et ses droits et obligations sont définis par la **Loi sur la standardisation**, la **Loi sur l'uniformité des mesures** et la **Loi sur l'évaluation de la conformité**. Ces trois lois servent de base juridique à l'élaboration de la politique suivie par le Département en matière de normalisation de la qualité, de métrologie et d'évaluation de la conformité. Le Département, organe national compétent en matière de normalisation, de certification et de métrologie, est chargé entre autres de créer et d'administrer des systèmes nationaux de normalisation et de certification, d'adopter des normes et classifications nationales, d'appliquer les normes internationales, et de publier des informations officielles concernant la normalisation et la certification.

8. L'Institut national de normalisation a été créé sous l'égide de l'ancien Département de la normalisation, de la métrologie et de la certification pour accomplir des activités de normalisation. Les principales dispositions du système national de normalisation et les procédures à suivre en matière d'élaboration, d'adoption et d'application des normes arméniennes ont été fixées par les normes de base nationales de la série AST 1. Environ 270 normes arméniennes ont été définies par les comités techniques et adoptées par l'ancien Département depuis 1993. La majeure partie des normes appliquées en Arménie sont fondées sur des normes internationales et régionales (GOST). L'ensemble des normes nationales regroupe plus de 18 000 normes internationales des pays de la CEI. En 2002, 50 pour cent des normes nationales étaient alignés sur les normes internationales.

9. Le Département coopère avec les organismes de normalisation d'autres pays et est membre de l'Organisation internationale de normalisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997. À l'heure actuelle, l'Arménie est, dans le cadre de l'Organisation internationale de normalisation, membre du Conseil euro-asiatique de normalisation, métrologie et certification, ce qui lui permet de participer à l'élaboration de normes internationales et régionales dans des comités techniques et d'appliquer ces normes en Arménie.

10. L'unique point d'information en Arménie est le Département de la normalisation, de la métrologie et de l'évaluation de la conformité du Ministère du commerce et du développement économique, qui mettra en œuvre les prescriptions fixées en application de l'article 10 de l'Accord OTC.

L'adresse du Département est la suivante:

Département de la normalisation, de la métrologie, et de  
l'évaluation de la conformité  
Ministère du commerce et du développement économique de la République  
d'Arménie  
5, M. Mkrtchyan  
375010, Yerevan,  
République d'Arménie

Téléphone: (3741) 56 69 25

Télécopie: (3741) 52 65 77

Les coordonnées du point d'information OMC sont les suivantes:

Point d'information OMC  
5, M. Mkrtchyan  
Yerevan, 375010  
République d'Arménie

Téléphone: (3741) 54 39 81, (3741) 54 39 82  
Télécopie: (3741) 54 39 83  
Courrier électronique: wtonc@wtonc.am

11. Conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article premier de la procédure relative à l'élaboration, à l'adoption et à l'application des règlements techniques approuvée aux termes du Décret gouvernemental n° 9 en date du 11 janvier 2000, les autorités habilitées à élaborer des règlements techniques doivent communiquer au point d'information OMC en République d'Arménie, dans les meilleurs délais, des renseignements sur leurs propositions visant l'élaboration de nouveaux règlements techniques ainsi que les justifications pertinentes, de sorte que le point d'information puisse, comme il en a l'obligation, procéder aux notifications nécessaires.

---